

■ ■ ■ Israël compte désormais parmi les victimes de la stratégie erratique de Trump, avec l'annonce du retrait des troupes américaines en Syrie – qui laisse le champ libre à la Russie, mais surtout à l'Iran, au Moyen-Orient. Et ce, au moment où l'Arabie saoudite est déstabilisée par les tensions croissantes entre le roi Salmane et le prince héritier à la suite du meurtre commandité du journaliste Jamal Khashoggi, par les échecs en chaîne de la guerre au Yémen et par l'embargo contre le Qatar.

L'élection du 9 avril ne se présente plus seulement comme un référendum autour de Benyamin Netanyahu. Elle constitue aussi un test sur la capacité de la démocratie israélienne à résister à l'onde de choc populiste qui met en cause, comme dans la plupart des nations libres, le pluralisme politique, le respect de l'Etat de droit, l'indépendance des médias. Tout cela au nom d'un pseudoprimitif de la sécurité sur la liberté et d'un choix réducteur entre la reconduction d'un autocrate qui s'autoproclame le garant de la stabilité et le chaos.

Aujourd'hui, l'alliance entre Benny Gantz et Yaïr Lapid ne menace en rien la vitalité du modèle de développement fondé sur l'innovation technologique, ni la sécurité d'Israël, dont les principes ne seront pas remis en question. Elle promet, en revanche, une plus grande attention portée à la lutte contre les inégalités, un effort d'investissement dans les infrastructures, particulièrement dans les clés de l'éducation et de la santé, une ouverture vers les Palestiniens. La véritable rupture est politique. Elle porte sur l'esprit et la méthode du gouvernement. Elle consiste à rompre avec la dérive autocratique et populiste pour renouer avec les valeurs des pères fondateurs d'Israël, sur lesquelles fut construite la seule démocratie du Moyen-Orient ■

Fécondité, football et gilets jaunes

La France voit sa natalité continuer de baisser, sans qu'on sache vraiment pourquoi. Elle reste malgré tout en tête du classement européen.

par Julien Damon*

En 2018, la natalité française a encore baissé. Branle-bas de combat dans les rédactions. Il faut trouver les responsables de cet effondrement. Les irréfutables explications techniques d'abord : diminution du nombre de femmes en âge de procréer, recul de leur âge à la maternité. Puis, les enseignements sociologiques : les jeunes désirent à la fois avoir des bébés et travailler. Ou encore, les controverses autour de la politique familiale : l'affaiblissement décrié de sa générosité empêcherait de faire des enfants. Enfin les arguties sur l'air du temps : la morosité ambiante détournerait de joyeux projets d'avenir.

Avant d'expliquer, il importe toutefois de relativiser. Natalité et fécondité diminuent mais ne s'effondrent pas. La stabilité de l'indice conjoncturel de fécondité prévaut à des niveaux (1,9 enfant par femme) enviés partout dans le monde riche. Nombriisme et défaitisme français masquent le principal résultat des bilans démographiques récents. Le pays se place au



premier rang européen, également loin devant les Etats-Unis, alors que l'Oncle Sam caracolait en tête il y a encore une dizaine d'années. Certes, moins d'enfants c'est potentiellement moins de croissance et certainement des difficultés pour payer les retraites. Mais, sur ce dernier point, tout est affaire de paramètres. Au fond, la France aime se faire peur en imaginant qu'elle ne reproduirait plus les générations et ne paierait pas les pensions. Elle devrait se féliciter de sa position, dans un monde où modes de vie et comportements procréateurs s'uniformisent.

Reste la grande inconnue. Comment expliquer ces variations ? La démographie ne prétend pas saisir les actions individuelles les plus intimes. Elle n'explique pas les racines du baby-boom qui datent non pas de l'après-guerre mais de l'Occupation. Il en va de même pour le mini baby-boom après 1998. Le taux de fécondité, inférieur depuis une décennie à 1,8, avait alors repris à la hausse. Le lien avec la politique familiale se révèle ténu. La fécondité a en effet augmenté quand les allocations familiales ont été mises sous condition de ressources. En termes d'ambiance générale, le phénomène est plus clair. La victoire de la France lors de la Coupe du monde de football ouvrait une période de liesse, faite aussi de baisse du chômage et liée à la croissance, avec de multiples occasions de rencontres. Or les savants traités sur les déterminants de la fécondité insistent sur un préalable : un homme et une femme doivent se rencontrer. En un mot, une explication sensée de la reprise relative de la fécondité, il y a vingt ans, se situe dans ce moment de grâce nationale. La corrélation n'est pas plus fallacieuse qu'une autre.

On verra l'an prochain si la nouvelle gloire footballistique française de 2018 aura eu des impacts natalistes. Rien n'est, en l'espèce, écrit. Car la période de jubilation a été de très courte durée, entachée par les troubles politiques. Et les gilets jaunes sont tout le contraire d'un mouvement optimiste. Mais les rencontres sur les ronds-points ont concouru à bien des rapprochements et, probablement, de futurs bébés. Alors rien ne dit si 2019 connaîtra un nouveau pic ou un nouveau creux de naissances. La fécondité conserve son halo mystérieux ■

* Sociologue. Dernier ouvrage paru : « Quelle bonne idée ! » (PUF-Le Point).

On verra l'an prochain si la nouvelle gloire footballistique française de 2018 aura eu des impacts natalistes.